
*DISCOURS adressé au nom du Chapitre
Métropolitain de Toulouse, par ses
Commissaires, le premier Décembre
1790, à MM. les Maire & Officiers
Municipaux de la Ville de Toulouse;
lorsqu'ils ont procédé à l'Inventaire
des effets de l'Eglise St. Étienne, le-
quel Discours a été annexé au Procès-
Verbal.*

*cu
FRC
3406*

MESSIEURS,

LE Clergé qui compose cette Eglise vénérable par son antiquité & la première de cette Ville, a toujours donné des preuves de son zèle pour la Religion. Il doit dans ce moment s'affliger sans mesure sur les périls qui la menacent. Les fonctions sublimes de la prière publique dont nous sommes chargés, souffrent de toute part des atteintes mortelles.

A

Seroit-il possible que l'entrée de ce Temple auguste, où tous les jours nous chantons les louanges de l'Éternel, nous fût interdite ?

Nous voudrions, MESSIEURS, par nos prières & nos gémissemens, vous montrer les sentimens pénibles qui déchirent notre cœur, & les faire passer jusqu'au fond de vos ames. Nous aimons à nous persuader que vous les partagez avec nous ; & que si jamais vous étiez chargés d'exécuter contre nous des ordres rigoureux, vous en seriez vivement affligés, & que vous céderiez avec regret à la loi impérieuse des circonstances.

Si cependant la providence, dont les vues profondes nous sont cachées, nous préparoit une épreuve de ce genre, nous *mettrions notre bouche sur la poussière*, & nous n'opposerions aux dispositions, qui changent notre état ; nulle résistance. Nous n'en connoîtrions d'autre que celle des premiers fideles ; mais notre modération ne pourra jamais être prise pour un consentement.

Sans cesse occupés de la sainteté de nos devoirs, nous ferons notre possible pour les remplir, par-tout où il nous sera permis de nous rallier pour continuer d'attirer sur l'église & sur ce vaste empire les bénédictions célestes. Nos devoirs sur cet article sont imprescriptibles, & nul pouvoir ne doit nous en dispenser. Si nous étions assez lâches pour les oublier, ah ! les cendres de nos Fondateurs qui reposent dans l'en-



ceinte de ce Temple , exciteroient dans nos âmes des remords éternels ; nous nous montrerions alors indignes du ministère dont nous sommes chargés , & vous-même , MESSIEURS , seriez les premiers à nous en faire un crime.

Nous déclarons donc aujourd'hui , que nous voulons acquitter les fondations dont nous sommes chargés , que la seule impuissance nous en empêchera , & que tout reproche d'infidélité sur cet article ne pourra jamais nous être fait.

Nous continuerons , MESSIEURS , d'offrir le sacrifice de propiciation & de chanter , autant qu'il sera en nous , les Cantiques du Seigneur. Fideles , jusqu'à notre dernier soupir , à ce devoir sacré , les intérêts de l'Eglise , l'amour de la Patrie , & l'attachement tendre & respectueux à notre vertueux Monarque nous occuperont sans cesse. Peut-être que notre persévérance nous donnera quelque droit à la reconnoissance de nos Concitoyens , dont les intérêts nous seront toujours présents. Peut-être que *le moment d'avoir pitié de Sion viendra bientôt* , & que celui qui ne dort jamais , comme parle le Prophete , *regardera en pitié son Eglise* & lui rendra la paix.

Telle est , MESSIEURS , la profession publique que nous faisons & la promesse que nous déposons dans le sein de ce Temple arrosé de nos larmes.

Appuyés sur les promesses de Jesus-Christ & sur sa grace , nous sommes & serons inébran-

lables dans notre foi. Quelles que soient les vaines pensées des hommes , leurs projets & tous leurs efforts ; ce que Jésus-Christ a annoncé s'exécutera infailliblement. Il prendra un jour sa cause en main ; & si toutes les issues pour recourir au Tribunal des hommes nous sont fermées, nous trouverons enfin un asyle dans son sein paternel.

*DÉCLARATION faite au nom du Chapitre
Métropolitain de Toulouse , par ses
Commissaires , le 4 Décembre 1790 ,
à Messieurs les Administrateurs du Dis-
trict de Toulouse , lorsqu'après avoir fait
cesser l'Office Canonial dans le Chœur ,
ils ont clôturé leur Procès-Verbal ; la-
quelle Déclaration a été insérée dans le-
dit Procès-Verbal.*

MESSIEURS,

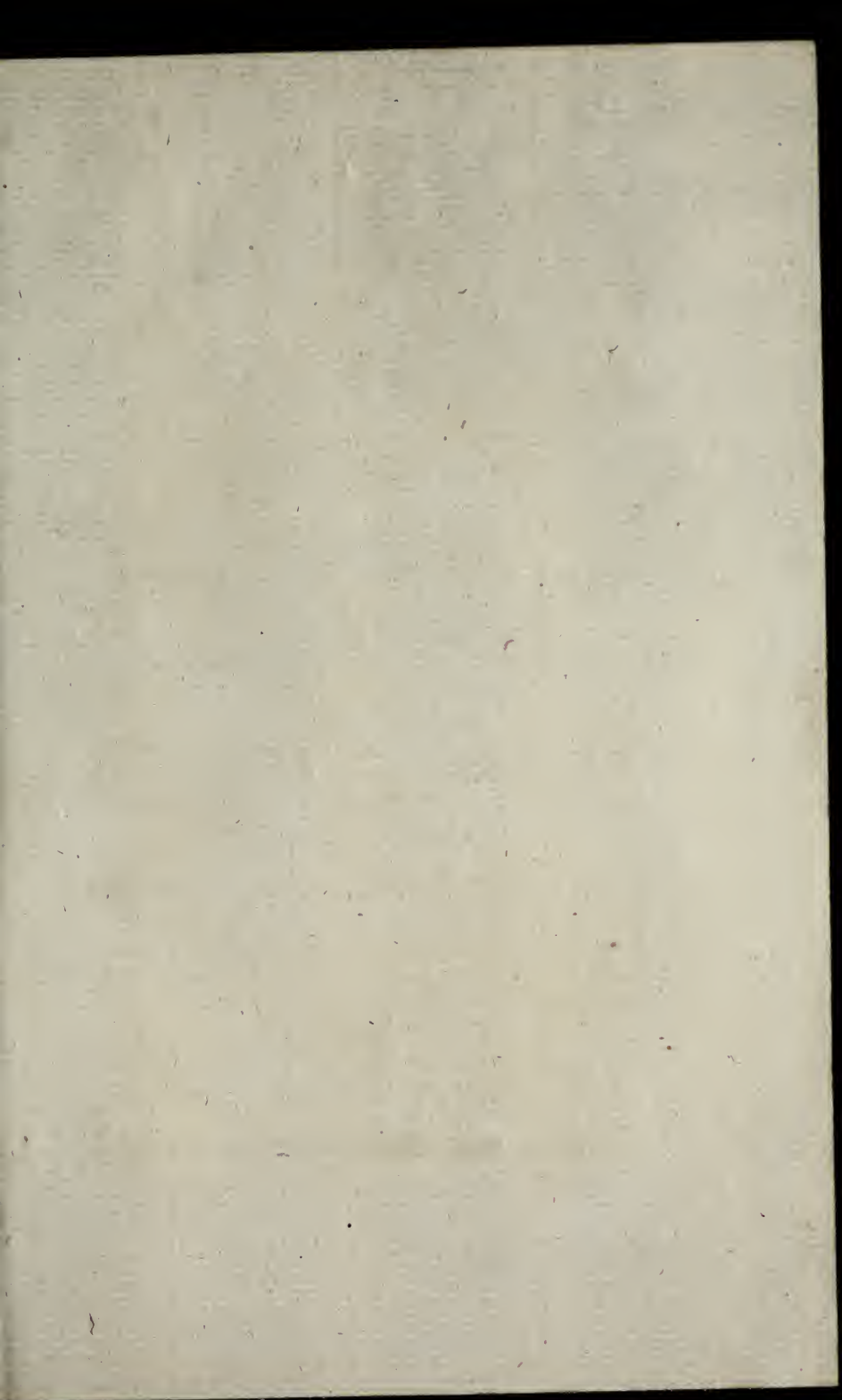
C'EST avec le plus vif regret , avec la plus vraie
& la plus amère douleur , que nous nous voyons
contraints par la force majeure de cesser les fonc-
tions Canoniales dans le Chœur de notre Église ,
dont, contre notre attente , nous avons trouvé ce
matin les portes fermées. Nous sommes profon-
dément affligés de voir l'exercice de la Prière pu-
blique , usitée de toute ancienneté dans l'Eglise ,

si précieuse à la Religion & à l'Etat, si utile à l'édification publique, si nécessaire pour entretenir la piété des Fidèles, interrompu cependant dans le premier Temple de cette ville.

Nous laisseriez-vous donc sans espérance & sans consolation ? Nous ne le pensons pas, MESSIEURS, & nous venons solliciter avec confiance votre piété & votre Religion.

Sans doute notre conscience, notre honneur, & le serment que nous avons prêté à notre réception, nous attachent par des liens sacrés aux diverses fonctions & prérogatives de notre état, & il n'est pas en notre pouvoir d'y renoncer volontairement. Cependant, demeurant la déclaration expresse que la prière & l'offre que nous allons faire, ne pourra jamais être prise pour un consentement de notre part, ni pour une renonciation à aucun des avantages ou honneurs attachés par l'Eglise à nos titres ; mais voulant donner jusqu'à la fin, des preuves de notre zèle & de notre amour pour la Religion, ainsi que du desir que nous conserverons toujours d'édifier & de servir le public, nous offrons de continuer dans notre Chœur la célébration journalière de l'Office Divin, en simple habit ecclésiastique, sans distinction de places ni de personnes.

Nous prions & requérons, autant qu'il est en nous, Messieurs les Administrateurs du Département de la Haute-Garonne & du District de Toulouse, de vouloir bien y consentir ; & nous demandons que la présente déclaration & offre soient inscrites dans le Procès-Verbal comme un témoignage authentique de nos dispositions, & qu'il nous en soit donné acte.



THE JOURNAL OF THE
 AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION
 PUBLISHED WEEKLY
 CHICAGO, ILL., U.S.A.

Subscription price, Five Dollars per Annum in Advance.
 Single Copies, Fifteen Cents.

Entered as Second-Class Matter, May 2, 1902.
 Postpaid.

Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in
 Act of October 3, 1917, authorized on July 10, 1918.

Postage paid at Chicago, Ill., and at additional mailing offices.
 Postmaster: Send address changes to JOURNAL OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION, 535 N. Dearborn St., Chicago, Ill.

Copyright, 1918, by American Medical Association.
 Printed at the Chicago Press & Job Printing Co., Chicago, Ill.

Published by the American Medical Association, 535 N. Dearborn St., Chicago, Ill.
 Telephone: AB 2-1111

Subscription orders, notices of change of address, and all correspondence
 should be sent to the Editor, JOURNAL OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION, 535 N. Dearborn St., Chicago, Ill.

Entered as Second-Class Matter, May 2, 1902.
 Postpaid.

Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in
 Act of October 3, 1917, authorized on July 10, 1918.

Postage paid at Chicago, Ill., and at additional mailing offices.
 Postmaster: Send address changes to JOURNAL OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION, 535 N. Dearborn St., Chicago, Ill.